

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES des 21 et 28 MARS 1993

7^e circonscription de la Seine-Saint-Denis

Candidat "Vert et Rouge"

DIMANCHE 28 MARS 1993, 20 h : Plus d'UN électeur sur TROIS aura voté pour un parti ou un courant d'idées qui n'aura AUCUN député.

Cette escroquerie, parmi bien d'autres, conduit nombre de citoyens à s'interroger sur le devenir de cette démocratie représentative qui non seulement les maintient très éloignés des centres de décision, mais s'efforce en plus d'empêcher l'expression d'idées nouvelles.

Le "Tout-Nucléaire" d'EDF, les tracés d'autoroutes, de TGV, l'urbanisme "Tout-Automobile" des grandes villes sont décidés dans le secret de cabinets d'où ne sortent jamais les dossiers ayant permis de faire les choix. Ces décisions sont prises sans jamais avoir été présentées dans les programmes électoraux. Les opposants sont bien entendu privés des informations nécessaires pour contester ces choix et faire des propositions alternatives.

Il faut malheureusement constater que si les orientations de la Droite et de la Gauche sont encore un peu différentes, leurs pratiques en matière de prise de décision sont identiques, et ceci, aussi bien au niveau de l'État qu'à celui des communes.

Deux exemples seulement à Montreuil :

- Il y a 4 ans, à la veille des élections municipales, j'avais demandé que soient justifiés les 40 % d'augmentation de la taxe d'habitation de 1983 à 1988 pendant que les salaires avaient crû de 20 %. J'avais souhaité que, dans ce domaine, le choix pour le prochain mandat soit clairement exprimé. Aucune suite ne fut donnée à cette double requête.
- A la même époque, un des points du programme de J.-P. Brard pour le mandat 1989-1995 prévoyait la suppression du foyer Bara (travailleurs maliens)... vœu pieux puisque ne relevant pas de la compétence de la Municipalité; par contre le même programme taisait les principes de relogement des habitants expulsés des locaux insalubres. Ainsi, rue des Sorins, le Maire a mis à la rue des familles sans même en aviser les conseillers municipaux.

Pour parachever ce comportement peu démocratique, ici comme ailleurs le pouvoir exécutif détient le privilège de l'information : le journal *Montreuil-Plus* justifie les choix du Député-Maire grâce à la publicité offerte par "Faidherbe-Promotion" dont ni vous ni moi ne serons jamais clients, ou par "Montenay" qui a un bon client à Montreuil... devinez lequel ?

LE TABLEAU N'EST PAS TRÈS RÉJOUISSANT, PENSEZ-VOUS SÛREMENT !

MES CONCURRENTS PROPOSENT TOUS LEUR POTION MAGIQUE...

Suis-je moins imaginatif ou de nature plus pessimiste... Je ne vois pas d'issue à court terme dans un champ politique parfaitement barricadé par des professionnels qui n'entendent pas partager leurs pouvoirs. Ou ils s'entêtent dans leurs vieux appareils ou ils font le nécessaire pour récupérer ou chaperonner des initiatives novatrices : de Rocard à Brard en passant par Chevènement ou Fiterman le but est le même : conserver ou reprendre les rênes du pouvoir.

Quant aux Verts, leur faiblesse militante et l'ambition démesurée de leurs leaders les conduiront à des alliances sans principes et aux mêmes impasses.

FAUT-IL LAISSER CES MESSIEURS S'OCCUPER DE NOS AFFAIRES SANS RÉAGIR ?

BIEN SÛR QUE NON !

Les dossiers qu'ils refusent d'ouvrir avec nous, constituons-les de manière autonome dans le cadre associatif.

Sur mes panneaux électoraux, vous avez pu voir un cycliste réclamant des pistes cyclables. Ça n'est bien sûr qu'un exemple.

A partir de cette revendication c'est une réflexion, puis des actions concrètes qui doivent être engagées sur les transports en commun, les encombrements, l'urbanisme... Ce travail, pour être efficace ne peut s'effectuer dans le cadre étroit des organisations politiques. De même que les problèmes du chômage devront être pris enfin à bras-le-corps par les salariés et leurs syndicats, de même la citoyenneté et le vote des immigrés sont des sujets qui ne peuvent être laissés à Le Pen ou à quelques philosophes.

La santé, l'école et bien d'autres thèmes sont déjà, de façon plus ou moins embryonnaire, pris en charge dans un cadre associatif.

Ma candidature n'a d'autre but que de profiter de la tribune offerte à un citoyen qui ne dispose d'aucune des largesses dont bénéficient les partis politiques.

JE NE VOUS DEMANDE PAS LA CONFIANCE QUE JE N'ACCORDE PAS AUX AUTRES CANDIDATS... NOUS NOUS RETROUVERONS, J'ESPÈRE, POUR AGIR COLLECTIVEMENT DANS UN CADRE MOINS MINÉ.

VU LE CANDIDAT,
François FATOUX